

Liminaire du CSAL du 08/12/2023

Monsieur le Président,

Ce CSA se tient dans un contexte économique et social complexe avec les sujets de pouvoir d'achat, d'évolution de la rémunération avec la notion de mérite en filigrane et une nouvelle évolution de la DGFIP avec la déclinaison du Cadre d'objectifs et de moyens pour les années 2023/2027.

À ce contexte, à plus d'un titre anxiogène pour les personnels, de défiance envers les responsables administratifs, est venue s'ajouter la gestion du dysfonctionnement de l'application GMBI et les conséquences sur la THS.

Encore une fois, les personnels doivent assurer un service public dégradé dû à un manque de moyens tant humains que budgétaires, à un manque d'anticipation, mais aussi au dogme du numérique de notre administration.

La Direction Générale a ouvert le 12 septembre dernier des négociations pour faire évoluer le régime indemnitaire, faire progresser les promotions et améliorer le cadre de vie. Solidaires Finances Publiques, avec l'ensemble des organisations syndicales (OS) représentatives, compte bien que l'engagement professionnel de l'ensemble des personnels soit enfin reconnu et soit à la hauteur des attentes des agents qui sont et font la DGFIP. Nous vous remettons aujourd'hui une copie de la pétition signée par les agents de la DDFIP 63.

Solidaires déplore que 74 000 agents de la DGFIP soient écartés du bénéfice de la prime dite « GMBI ».

Vous avez également l'obligation de présenter à l'ensemble de vos personnels la déclinaison du Cadre d'Objectifs et de Moyens (COM) au plan local.

L'objectif selon le DG lui-même dans son discours sur la méthode spéciale COM est de donner de la lisibilité et de la visibilité aux personnels sur les évolutions des missions de la DGFIP.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette exigence est nécessaire pour que chacun puisse se projeter dans son futur professionnel.

Ainsi, en matière de gestion de la fiscalité des particuliers, pouvez-vous nous indiquer quel est l'avenir des SIP, quelles sont les missions qui seront dévolues aux agents ?

Solidaires souhaiterait savoir pour l'ensemble des services :

quelle organisation des missions ? Quelle évolution des structures ? Et quelles conséquences en termes de conditions de travail, et d'évolution de l'immobilier ?

En matière d'emplois quel en sera le prix pour la DDFIP du Puy de Dôme ?

Monsieur le président, il est de votre responsabilité et celle de la direction générale d'être clair et concret sur les évolutions des missions et des structures, de fournir les fiches d'impact de ces évolutions (missions, structures, conditions de travail,

immobilières) aux représentants du personnel notamment dans les formations spécialisées.

Au plan local :

Le dialogue social passe également par l'échange d'informations.

En effet, même si les CAP Locales ont été supprimées par la volonté du gouvernement, il n'en demeure pas moins qu'il existe toujours des règles à respecter en matière de mutations et d'affectations, portées par les lignes directrices de gestions (LDG).

Pour faire notre travail de représentant du personnel, en toute transparence, nous avons besoin de ces éléments indispensables.

La recrudescence des agressions physiques et verbales, ainsi que les nombreux actes de vandalisme ayant impactés les sites de la DGFIP cette année ont fortement touché les agents. Concernant l'anonymisation des personnels qui exercent des missions très sensibles (service d'accueil, CF, etc.) nous demandons des informations concrètes.

Qu'en est-il ?

Par ailleurs, la journée du 10 mai 2024, dans un contexte d'épuisement des personnels, pourrait être un pont accordé à tous. En effet, cette pause, au milieu de la campagne d'Impôt sur le Revenu, permet à tous de profiter de quelques jours de repos bien mérités afin que le service public dédié demeure d'excellente qualité jusqu'à la fin de cette mission.

Solidaires Finances Publiques a demandé au niveau national une autorisation exceptionnelle d'absence collective pour la journée du 10/05/2024. Dans l'hypothèse où cette autorisation ne serait pas déjà validée au plan national, nous vous demandons de bien vouloir l'accorder au niveau départemental.

Monsieur le Président, vous l'aurez compris Solidaires Finances Publiques ne lâchera rien de ce qui fait son identité, son authenticité. Nous continuerons plus que jamais à nous mobiliser pour une DGFIP renforcée, reconnue, réhumanisée au service de l'intérêt général ainsi que des agents, de la justice fiscale, sociale et environnementale et pour un monde meilleur, plus juste, plus humain, plus solidaire.

Nous demandons que cette liminaire soit annexée au PV.

Monsieur le Président tout va de plus en plus mal dans notre Département.